

xvii) correct beheer van verpakkingsafval van gewasbeschermingsmiddelen;

xvii) correct beheer van effluent van gewasbeschermingsmiddelen.

Gezien als bijlage bij het ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake steun voor ecoregelingen. ”

Namen, 12 januari 2024.

De Minister van Landbouw,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/002164]

12 JANVIER 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les Etats membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/1173 de la Commission du 31 mai 2022 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle dans la politique agricole commune ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D.249, alinéa 1^{er}, D.250, D.251 et D. 263, § 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, les articles 2, § 2, 3, § 1^{er}, alinéa 3, 7, 16, § 2, alinéa 2, 21, alinéa 2, 24, alinéa 2, 25, alinéa 3, 30, alinéa 2, 54, § 2, 60/1, § 2, 67, § 2, 68, §§ 2, 4 et 8, 68/1, §§ 2 et 7, 69, alinéas 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 1^{er} décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 6 décembre 2023 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 14 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, les surfaces désignées comme « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) en vertu de l'article 2, 14° et 15° respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 sont admissibles si elles sont situées hors forêt. ».

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, a), les surfaces désignées comme « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) en vertu de l'article 2, 14° et 15° respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 sont admissibles si elles sont situées hors forêt. ».

Art. 3. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « au plus tard le 30 juin et » sont insérés entre les mots « est réalisée » et les mots « selon les modalités ».

Art. 4. L'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par un 4° et un 5°, rédigés comme suit :

« 4° les surfaces d'eau stagnante d'une superficie supérieure à trente ares ;

5° les surfaces boisées répondant aux caractéristiques cumulatives suivantes :

a) une superficie supérieure à trente ares ;

b) une largeur de plus de dix mètres ;

c) la distance maximale entre les couronnes des arbres ou des arbustes est de cinq mètres. ».

Art. 5. A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, 5° est complété par les mots « ou un diplôme de chef d'entreprise obtenu à l'issue d'une formation postsecondaire de maraîcher en agriculture biologique ou de viti-vinicultrice organisée par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises. » ;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les diplômes et certificats reconnus par un Etat membre de l'Union européenne équivalents à ceux mentionnés à l'alinéa 1^{er} sont pris en compte au même titre que ces derniers. » ;

3° l'article est complété par un paragraphe rédigé comme suit :

« § 3. En application de l'article 21, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la date limite pour que l'agriculteur demandeur d'aides soit agriculteur actif est le 31 mai.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable dans le cadre des aides prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole, l'agriculteur demandeur d'aides est actif à chaque demande d'aide.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, toute expérience validée par le Comité d'installation en application du paragraphe 2, alinéas 2 et 3, vaut pour l'année au cours de laquelle il rend son avis. ».

Art. 6. À l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, au 3°, le mot « secondaire » est abrogé ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, le 8° est complété par les mots « ou un diplôme de chef d'entreprise obtenu à l'issue d'une formation postsecondaire de maraîcher bien agriculture biologique ou de viti-vinicultrice organisé par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ; » ;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les diplômes et certificats reconnus par un Etat membre de l'Union européenne équivalents à ceux mentionnés à l'alinéa 1^{er} sont pris en compte au même titre que ces derniers. ».

Art. 7. A l'article 18, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « article 17, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « article 17, alinéas 1^{er}, 9° et 2 » ;

2° les mots « de l'une des formations visées à l'article 17, alinéa 1^{er}, 3°, 5° ou 7°, ainsi que » sont abrogés.

Art. 8. Dans les articles 17 et 18 du même arrêté, les mots « certificat post-scolaire de type B » sont chaque fois remplacés par les mots « certificat postsecondaire obtenu à l'issue des cours de gestion et d'économie agricole ».

Art. 9. A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « un bureau d'enregistrement » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la Documentation patrimoniale » ;

2° l'article est complété par un paragraphe rédigé comme suit :

« § 4. En application de l'article 27, § 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les types de documents acceptés pour déterminer les parts, la répartition des droits d'usage et les apports dans l'activité du partenaire sont les suivants :

1° un acte constitutif enregistré ou publié au *Moniteur belge* ;

2° une convention de reprise enregistrée ;

3° une convention d'association enregistrée ;

4° une convention de répartition de droits d'usage enregistrée ;

5° le registre des parts enregistré.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'enregistrement est réalisé auprès de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale. ».

Art. 10. L'article 21 du même arrêté est complété par les mots « et les densités usuelles pour le semis de végétaux en culture pure figurent à l'annexe 7. ».

Art. 11. L'article 27 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. Dans le chapitre 11 du même arrêté, l'intitulé de la section 5 est remplacé par ce qui suit :

« Section 5. Bande anti-érosion et cultures sarclées ou assimilées ».

Art. 13. Les articles 28 et 29 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 28. En application des articles 54, § 2, et 62, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les plantes sarclées et assimilées admissibles sont les suivantes :

1° le maïs ;

2° les betteraves ;

3° les pommes de terre ;

4° les chicorées ;

5° la carotte fourragère ;

6° les haricots de conserverie ;

7° les légumes légumineuses ;

8° les autres légumes au sens du formulaire de demande unique.

Art. 29. En application de l'article 55, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la bande anti-érosion répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° elle est installée sur la parcelle concernée, en bas de la pente de façon à limiter les risques liés à l'écoulement des eaux en dehors de la parcelle ;

2° elle présente une largeur d'au moins neuf mètres ;

3° elle est composée de graminées prairiales, implantées en culture pure ou en mélange avec des légumineuses, ou des céréales d'hiver ;

4° elle est installée avant l'implantation des plantes sarclées ou assimilées ;

5° elle est maintenue au moins jusqu'au moment de la récolte des plantes sarclées ou assimilées ;

6° le pâturage y est interdit ;

7° la fauche y est interdite avant le 1^{er} juillet si elle est implantée après le 30 novembre de l'année précédente. ».

Art. 14. Les articles 30 et 31 du même arrêté sont abrogés.

Art. 15. À l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « article 68, § 2, alinéa 1^{er}, 1° » sont remplacés par les mots « article 68, § 4, alinéa 1^{er}, 1° » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé ;

3° dans le paragraphe 3, les mots « article 68, § 2, alinéa 1^{er}, 3° » sont remplacés par les mots « article 68, § 4, alinéa 1^{er}, 2° ».

Art. 16. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 33/1 à 33/3 rédigés comme suit :

« Art. 33/1. En application de l'article 68, § 9, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, pour être prises en compte comme zones non productives, les parcelles de céréales laissées sur pied répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° elles sont composées d'une culture pure de céréales, d'un mélange de céréales ou d'un mélange de céréales et de légumineuses, semées aux densités usuelles ;

2° elles présentent une superficie comprise entre deux ares et un hectare ;

3° les parcelles déclarées par un même agriculteur sont distantes d'au moins cent mètres les unes des autres et d'au moins cinquante mètres d'une surface boisée ;

4° elles n'ont pas été déclarées l'année précédente en tant que parcelles de céréales laissées sur pied en application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

5° elles ne sont pas implantées sur des parcelles de terres arables ayant été converties à partir d'une prairie permanente au cours des cinq années précédant l'année d'introduction de la demande d'aide.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, l'on entend par « surfaces boisées » les étendues composées d'arbres ou d'arbustes implantés à faible distance les uns des autres de façon à constituer des couverts arbustifs denses, présentant les caractéristiques suivantes :

1° ils ont une superficie supérieure à trente ares ;

2° ils ont une largeur de plus de dix mètres ;

3° la distance maximale entre les couronnes des arbres ou des arbustes est de cinq mètres.

Sont assimilés aux surfaces boisées les éléments considérés comme leur étant accessoires, tels que les espaces couverts d'habitats naturels, les dépôts de bois, les gagnages, les marais, les étangs, les coupe-feu et les chemins.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la liste des espèces de céréales admissibles pour leur implantation en culture pure figure à l'annexe 6.

Dans le cas d'un mélange de céréales et de légumineuses, le poids total des semences de céréales correspond à au moins 50 % du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure. Le poids total des semences des espèces de légumineuses correspond à 20 % au moins du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure. Le choix de la composition du mélange est à la discrétion de l'agriculteur

Les poids de semences habituellement utilisés pour le semis de céréales ou de légumineuses en culture pure sont ceux fixés à l'annexe 1.

L'admissibilité d'une culture est déterminée sur base du couvert en place le 31 mai.

§ 3. Les parcelles de céréales laissées sur pied sont prises en considération aux fins de l'application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 à hauteur de cinq hectares maximum.

Art. 33/2. En application de l'article 68/1, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les jachères sont maintenues du 15 février au 15 août inclus.

En ce qui concerne les jachères mellifères, le couvert ensemencé au printemps reste en place au moins six mois à compter de la date du semis. Le couvert ensemencé en automne reste en place au moins jusqu'au 15 septembre de l'année suivant le semis. L'agriculteur peut déclarer cette surface comme jachère mellifère une deuxième année sans procéder à un nouveau semis d'automne.

Par dérogation à l'alinéa 2, le couvert ensemencé en automne peut être détruit à partir du 1^{er} août de l'année suivant le semis lorsque l'agriculteur procède, conformément au paragraphe 1^{er}, au réensemencement d'une jachère mellifère sur la même parcelle.

Art. 33/3. En application de l'article 68/1, § 7, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite sur les parcelles de céréales laissées sur pied du 1^{er} juillet au dernier jour inclus du mois de février de l'année suivante. ».

Art. 17. À l'article 34, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est abrogé ;

2° dans le paragraphe 4 :

a) au 1°, les mots « sauf dans le cas d'un sous-semis dans une culture principale, » sont insérés entre le mot « 1° » et les mots « le couvert de la culture dérobée » ;

b) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° jusqu'au 15 février inclus, la destruction de la culture dérobée est autorisée uniquement par voie mécanique ou par l'effet du gel ; ».

Art. 18. L'annexe 1^{re} du même arrêté est remplacée comme suit :

«

Espèces ou genres végétaux	Densité du semis en culture pure, en kg/ha
Graminées	
Alpiste des canaries (<i>Phalaris canariensis</i>)	20
Avoine (<i>Avena sativa</i>)	100
Avoine rude ou maigre (<i>Avena strigosa</i>)	40
Dactyles (<i>Dactylis</i> spp.)	25
Engrain ou petit épeautre (<i>Triticum monococcum</i>)	115
Épeautre (<i>Triticum spelta</i>)	200 (à grains nus), 225 (à grains vêtus)
Festulolium (× <i>Festulolium</i>)	30
Fétuques (<i>Festuca</i> spp.)	30
Fléoles (<i>Phleum</i> spp.)	15
Froment (<i>Triticum aestivum</i>)	150
Millet commun (<i>Panicum miliaceum</i>)	20
Moha (<i>Setaria italica</i>)	20
Orge (<i>Hordeum vulgare</i>)	120
Paturin des prés (<i>Poa pratensis</i>)	15
Ray-grass anglaise ou ivraie vivace (<i>Lolium perenne</i>)	30
Ray-grass d'Italie (<i>Lolium multiflorum</i>)	35
Seigle (<i>Secale cereale</i>)	80
Sorgho commun (<i>Sorghum bicolor</i>)	20
Triticale (× <i>Triticosecale</i>)	130
Légumineuses	
Fenugrec (<i>Trigonella foenum-graecum</i>)	30
Féverole (<i>Vicia faba</i>)	250
Lentilles (<i>Lens</i> spp.)	35
Lotiers (<i>Lotus</i> spp.)	25
Lupin blanc (<i>Lupinus albus</i>)	170
Lupin bleu (<i>Lupinus angustifolius</i>)	130
Lupin jaune (<i>Lupinus luteus</i>)	130
Luzerne (<i>Medicago</i> spp.)	25
Ménilots (<i>Melilotus</i> spp.)	25
Pois chiche (<i>Cicer arietinum</i>)	225
Pois fourrager (<i>Pisum sativum</i>)	60
Pois protéagineux (<i>Pisum sativum</i>)	120
Sainfoins (<i>Onobrychis</i> spp.)	40
Soja (<i>Glycine max</i>)	145
Trèfle blanc (<i>Trifolium repens</i>)	5
Trèfle d'Alexandrie (<i>Trifolium alexandrinum</i>)	15
Trèfle de Perse (<i>Trifolium resupinatum</i>)	20
Trèfle hybride (<i>Trifolium hybridum</i>)	25
Trèfle incarnat (<i>Trifolium incarnatum</i>)	20
Trèfle violet (<i>Trifolium pratense</i>)	25
Vesce commune (<i>Vicia sativa</i>)	50
Vesce de Narbonne (<i>Vicia narbonensis</i>)	80
Vesce velue (<i>Vicia villosa</i>)	40
Brassicacées	
Caméline (<i>Camelina sativa</i>)	5
Colza (<i>Brassica napus</i>)	8
Moutarde (<i>Sinapis alba</i>)	8
Radis (<i>Raphanus sativus</i>)	8

Espèces ou genres végétaux	Densité du semis en culture pure, en kg/ha
Autres	
Bleuet (<i>Centurea cyanus</i>)	15
Bourraches (<i>Borago</i> spp.)	25
Centaurées (<i>Centaurea</i> spp.)	15
Chicorée (<i>Cichorium</i> spp.)	5
Coriandre (<i>Coriandrum sativum</i>)	25
Lins (<i>Linum</i> spp.)	60
Mauves (<i>Malva</i> spp.)	20
Nigelle (<i>Nigella</i> spp.)	6
Pavots (<i>Papaver</i> spp.)	8
Phacélies (<i>Phacelia</i> spp.)	10
Plantain lancéolé (<i>Plantago lanceolata</i>)	10
Quinoa (<i>Chenopodium quinoa</i>)	8
Sarrasin (<i>Fagopyrum esculentum</i>)	40
Tournesol (<i>Helianthus annuus</i>)	40

» .

Art. 19. Dans l'annexe 3 du même arrêté, la ligne intitulée « Tournières enherbées (par mètre carré) » est abrogée.

Art. 20. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 6 rédigée comme suit :

« Annexe n° 6. Liste des espèces de céréales pour l'implantation de parcelles de céréales laissées sur pied en culture pure

1° Épeautre d'hiver ou de printemps (*Triticum spelta*) ;

2° Froment d'hiver ou de printemps (*Triticum aestivum*) ;

3° Triticale d'hiver ou de printemps (×*Triticosecale*). »

Art. 21. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 7 rédigée comme suit :

« **Annexe n° 7. Densités usuelles pour le semis de végétaux en culture pure**

Espèces ou genres de végétaux	Densités usuelles de semis, en grains/m ²
Graminées	
Avoine (<i>Avena sativa</i>)	350
Epeautre à grains nus (<i>Triticum spelta</i>)	325
Froment (<i>Triticum aestivum</i>)	350
Orge (<i>Hordeum vulgare</i>)	290 (d'hiver), 285 (de printemps)
Seigle (<i>Secale cereale</i>)	285
Triticale (× <i>Triticosecale</i>)	310
Légumineuses	
Fenugrec (<i>Trigonella foenum-graecum</i>)	400
Féverole (<i>Vicia faba</i>)	35 (d'hiver), 45 (de printemps)
Lentille (<i>Lens culinaris</i>)	325
Lupin blanc (<i>Lupinus albus</i>)	60
Lupin bleu (<i>Lupinus angustifolius</i>)	100
Lupin jaune (<i>Lupinus luteus</i>)	100
Pois (<i>Pisum sativum</i>)	50 (fourrager), 80 (protéagineux)
Pois chiche (<i>Cicer arietinum</i>)	60
Soja (<i>Glycine max</i>)	70
Vesces (<i>Vicia</i> spp.)	100 (commune), 80 (de Narbonne)

» .

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Namur, le 12 janvier 2024.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/002164]

12. JANUAR 2024 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und die Cross-Compliance

Der Minister für Landwirtschaft beschließt

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, Verwaltung und Überwachung der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2022/1173 der Kommission vom 31. Mai 2022 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems in der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D.249, Absatz 1, D.250, D.251 und D. 263, § 1 und 2;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und die Cross-Compliance, Artikel 2, § 2, 3, § 1, Absatz 3, 7, 16, § 2, Absatz 2, 21, Absatz 2, 24, Absatz 2, 25, Absatz 3, 30, Absatz 2, 54, § 2, 60/1, § 2, 67, § 2, 68, §§ 2, 4 und 8, 68/1, §§ 2 und 7, 69, Absätze 3 und 4;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und die Cross-Compliance;

Aufgrund der am 16. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2023 in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 6. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 14. Dezember 2023 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Art. 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat

Folgendes:

Artikel 1 - Artikel 5 des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und die Cross-Compliance wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Für die Anwendung von Absatz 1, 1° gilt: Flächen, die als „Gebiete mit Schutzstatus“ (BE temp 1) oder „Gebiete unter öffentlicher Verwaltung“ (BE temp 2) gemäß Artikel 2, 14° und 15° bzw. gemäß dem Erlass der wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 bezeichnet sind, sind zulässig, wenn sie außerhalb eines Waldes liegen.“.

Art. 2 - Artikel 6 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Für die Anwendung von Absatz 1, 2° gilt: Flächen, die als „Gebiete mit Schutzstatus“ (BE temp 1) oder „Gebiete unter öffentlicher Verwaltung“ (BE temp 2) gemäß Artikel 2, 14° und 15° bzw. gemäß dem Erlass der wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 bezeichnet sind, sind zulässig, wenn sie außerhalb eines Waldes liegen.“.

Art. 3 - In Art. 8 desselben Erlasses werden die Worte „bis spätestens 30 Juni und“ zwischen den Worten „durchgeführt“ und „je nach den Modalitäten“ eingefügt.

Art. 4 - Art. 14 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch 4° und 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„4° Flächen mit stehendem Wasser mit einer Fläche von über 30 Ar;

5° bewaldete Flächen, die alle folgenden Eigenschaften aufweisen:

a) eine Fläche von über 30 Ar;

b) eine Breite von über zehn Metern;

c) der Höchstabstand zwischen den Kronen der Bäume oder Sträucher beträgt fünf Meter.“.

Art. 5 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1, 5° wird durch folgende Worte ergänzt: „oder ein Diplom als Unternehmensleiter, das nach einer vom Wallonischen Institut für alternierende Ausbildung und Selbstständige sowie kleine und mittlere Unternehmen veranstalteten nachschulischen Ausbildung zum Gemüsegärtner in der biologischen Landwirtschaft oder zum Weinbauern erworben wurde.“;

2° Paragraf 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die von einem Mitgliedsstaat der Europäischen Union anerkannten Diplome und Zeugnisse, die denjenigen, die in Absatz 1 angeführt sind, gleichwertig sind, werden auf gleiche Weise berücksichtigt.“;

4° der Artikel wird durch einen Paragraf mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 3. In Anwendung von Artikel 21, Absatz 4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ist der Stichtag, bis zu dem ein Landwirt, der Beihilfen beantragt, aktiver Landwirt sein muss, der 31. Mai.

Absatz 1 ist nicht anwendbar im Rahmen von Beihilfen, die vom Erlass der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungs- und Investitionsbeihilfen und über Investitionen bezüglich des Sektors der Landwirtschaft, der Aquakultur und des Gartenbaus sowie bezüglich Genossenschaften und sonstiger Unternehmen im Bereich der Verarbeitung und Vermarktung im Sektor der Nahrungsmittel und der Forstwirtschaft vorgesehen sind; der Landwirt, der Beihilfen beantragt, ist bei jedem Antrag aktiv.

Abweichend von Absatz 1 gilt jede vom Ausschuss für die Niederlassung in Anwendung von Paragraf 2, Absätze 2 und 3 bestätigte Erfahrung für das Jahr, in dem er seine Stellungnahme abgibt.“.

Art. 6 - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, wird in 3° das Wort „sekundär“ außer Kraft gesetzt;

2° in Absatz 1 wird 8° wird durch folgende Worte ergänzt: „oder ein Diplom als Unternehmensleiter, das nach einer vom Wallonischen Institut für alternierende Ausbildung und Selbstständige sowie kleine und mittlere Unternehmen veranstalteten nachschulischen Ausbildung zum Gemüsegärtner in der biologischen Landwirtschaft oder zum Weinbauern erworben wurde;“;

3° er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die von einem Mitgliedsstaat der Europäischen Union anerkannten Diplome und Zeugnisse, die denjenigen, die in Absatz 1 angeführt sind, gleichwertig sind, werden auf gleiche Weise berücksichtigt.“.

Art. 7 - In Artikel 18, § 2, Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Worte „Artikel 17, Absatz 2“ werden durch die Worte „Artikel 17, Absätze 1, 9° und 2“ ersetzt;

2° die Worte „einer der in Artikel 17, Absatz 1, 3°, 5° oder 7° genannten Ausbildungen sowie“ werden außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - In den Artikeln 17 und 18 desselben Erlasses werden die Worte „nachschulisches Zeugnis des Typs B“ jeweils durch die Worte „nachschulisches Zeugnis, das nach einem Kurs zu landwirtschaftlicher Verwaltung und Wirtschaft erworben wurde“ ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2, Absatz 2 werden die Worte „ein Registrierungsbüro“ durch die Worte „die Generalverwaltung Vermögensdokumentation“ ersetzt;

2° der Artikel wird durch einen Paragraf mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 4. In Anwendung von Artikel 27, § 2, 3° des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 werden folgende Arten von Dokumenten akzeptiert, um die Anteile, die Aufteilung der Nutzungsrechte und die Einlagen in die Tätigkeit des Partners festzulegen:

1° eine Gründungsurkunde, die im *Belgischen Staatsblatt* registriert oder veröffentlicht wurde;

2° eine registrierte Überenahmevereinbarung;

3° eine registrierte Partnerschaftvereinbarung;

4° ein registrierter Vertrag zur Aufteilung der Nutzungsrechte;

5° das eingetragene Register der Anteile.

Für die Anwendung von Absatz 1 erfolgt die Registrierung bei der Generalverwaltung Vermögensdokumentation.“.

Art. 10 - Artikel 21 desselben Erlasses wird durch die Worte „und die üblichen Dichten für die Aussaat von Pflanzen in Reinkultur befinden sich in Anhang 7.“ ergänzt.

Art. 11 - Artikel 27 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - In Kapitel 11 desselben Erlasses wird der Titel von Abschnitt 5 durch Folgendes ersetzt:

„Abschnitt 5. Streifen gegen Erosion und Hackfrucht- oder gleichgestellte Kulturen“.

Art. 13 - Artikel 28 und 29 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

„Art. 28. In Anwendung der Artikel 54, § 2, und 62, § 2 Absatz 3 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind zulässige Hackfrüchte bzw. gleichgestellte Pflanzen:

1° Mais;

2° Rüben;

3° Kartoffeln;

4° Zichorien;

5° Futtermöhren;

6° Konservenbohnen;

7° Leguminosen;

8° andere Gemüsesorten im Sinne des Formulars des Sammelantrags.

Art. 29. In Anwendung von Artikel 55, § 2 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erfüllt der Streifen gegen Erosion alle folgenden Bedingungen:

1° er befindet sich auf der betreffenden Parzelle, unterhalb des Hangs, sodass Risiken, die mit dem Abfließen des Wassers aus der Parzelle verbunden sind, begrenzt werden;

2° er ist mindestens neun Meter breit;

3° er setzt sich aus in Reinkultur gepflanzten Wiesengräsern oder aus einer Mischung mit Leguminosen oder mit Wintergetreide zusammen;

4° er wird vor der Anpflanzung von Hackfrüchten oder gleichgestellten Pflanzen angelegt;

5° er wird bis mindestens zum Zeitpunkt der Ernte der Hackfrüchte oder gleichgestellten Pflanzen beibehalten;

6° die Beweidung ist hier untersagt;

7° die Mahd ist vor dem 1. Juli untersagt, falls der Streifen nach dem 30. November des vorherigen Jahres angelegt wurde.“ ergänzt.

Art. 14 - Die Artikel 30 und 31 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

Art. 15 - In Artikel 33 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Worte „Artikel 68, § 2, Absatz 1, 1°“ durch die Worte „Artikel 68, § 4, Absatz 1, 1°“ ersetzt;

2° Paragraph 2 wird außer Kraft gesetzt;

3° in Paragraph 3 werden die Worte „Artikel 68, § 2, Absatz 1, 3°“ durch die Worte „Artikel 68, § 4, Absatz 1, 2°“ ersetzt.

Art. 16 - In denselben Erlass werden die Artikel 33/1 bis 33/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 33/1. In Anwendung von Artikel 68, § 9 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 gilt: Um als nichtproduktive Flächen berücksichtigt zu werden, müssen Parzellen mit am Halm belassenem Getreide alle folgenden Bedingungen erfüllen:

1° sie setzen sich aus einer Reinkultur von Getreide, aus einer Mischung von Getreide oder aus einer Mischung aus Getreide und Leguminosen zusammen, welche mit den üblichen Dichten ausgesät werden;

2° sie weisen eine Fläche zwischen zwei Ar und einem Hektar auf;

3° die von ein und demselben Landwirt gemeldeten Parzellen sind mindestens hundert Meter voneinander und mindestens 50 Meter von einer bewaldeten Fläche entfernt;

4° sie wurden im vorherigen Jahr nicht als Parzellen mit am Halm belassenem Getreide in Anwendung von Artikel 67, § 1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 gemeldet;

5° sie werden nicht auf Parzellen mit Ackerland angelegt, die in den fünf Jahren vor dem Jahr der Einbringung des Antrags auf Dauergrünland umgewandelt wurden.

Für die Anwendung von Absatz 1, 3° versteht man unter „bewaldete Fläche“ Flächen, die aus Bäumen oder Sträuchern bestehen, die in geringem Abstand zueinander stehen, sodass sie dichte Decken aus Sträuchern bilden, welche folgende Eigenschaften aufweisen:

1° sie haben eine Fläche von über 30 Ar;

2° sie sind über zehn Meter breit;

3° der Höchstabstand zwischen den Kronen der Bäume oder Sträucher beträgt fünf Meter.

Bewaldeten Flächen gleichgestellt sind Elemente, die als diesen zugehörig betrachtet werden, wie etwa Flächen natürlicher Lebensräume, Holzlager, Äsungsbereiche, Sümpfe, Teiche, Brandschneisen und Wege.

§ 2. Für die Anwendung von Paragraph 1, Absatz 1, 1° befindet sich die Liste der Getreidearten, die für die Anpflanzung in Reinkultur zulässig sind, in Anhang 6.

Bei einer Mischung aus Getreide und Leguminosen entspricht das Gesamtgewicht des Getreidesaatguts mindestens 50 % des Gewichts, das üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur eingesetzt wird. Das Gesamtgewicht des Saatguts für Arten von Leguminosen entspricht mindestens 20 % des Gewichts, das üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur eingesetzt wird. Die Wahl der Zusammensetzung der Mischung obliegt dem Landwirt.

Das Gewicht des Saatguts, das üblicherweise für die Aussaat von Getreide oder Leguminosen in Reinkultur eingesetzt wird, ist in Anhang 1 festgelegt.

Die Zulässigkeit einer Kultur wird auf Grundlage der am 31. Mai bestehenden Decke festgelegt.

§ 3. Parzellen mit am Halm belassenem Getreide werden für die Zwecke von Artikel 67, § 1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 in Höhe von maximal fünf Hektar berücksichtigt.

Art. 33/2. In Anwendung von Artikel 68/1, § 2 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 werden Brachen vom 15. Februar bis einschließlich 15. August aufrecht erhalten.

Für Brachen, die für Honigpflanzen genutzt werden, gilt: Die im Frühling ausgesäte Decke bleibt ab dem Datum der Aussaat mindestens sechs Monate bestehen. Die im Herbst ausgesäte Decke bleibt bis mindestens 15. September des auf die Aussaat folgenden Jahres bestehen. Der Landwirt kann diese Fläche für ein zweites Jahr zu einer Brache, die für Honigpflanzen genutzt wird, erklären, ohne eine neue Herbstaussaat vornehmen zu müssen.

Abweichend von Absatz 2 kann die im Herbst ausgesäte Decke ab 1. August des auf die Aussaat folgenden Jahres zerstört werden, wenn der Landwirt gemäß Paragraph 1 eine erneute Aussaat einer Brache, die für Honigpflanzen genutzt wird, auf derselben Parzelle vornimmt.

Art. 33/3. In Anwendung von Artikel 68/1, § 7, Absatz 2 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 ist der Einsatz von phytopharmazeutischen Produkten auf Parzellen mit am Halm belassenem Getreide vom 1. Juli bis zum einschließlich letzten Tag des Monats Februar des folgenden Jahres untersagt.“ ergänzt.

Art. 17 - In Artikel 34 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 wird Absatz 3 außer Kraft gesetzt;

2° in Paragraph 4:

a) in 1° werden die Worte „außer im Falle einer Untersaat in einer Hauptkultur“ zwischen dem Wort „1°“ und den Worten „Decke der Zwischenfrucht“ eingefügt;

b) 2° wird durch Folgendes ersetzt:

„2° bis einschließlich 15. Februar darf die Zerstörung der Zwischenfrucht nur auf mechanischem Weg oder durch die Wirkung von Frost erfolgen;“.

Art. 18 - Anhang 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„

Arten oder Sorten von Pflanzen	Dichte der Aussaat in Reinkultur, in kg/ha
Gräser	
Kanariengras (<i>Phalaris canariensis</i>)	20
Hafer (<i>Avena sativa</i>)	100
Sand-Hafer oder Rau-Hafer (<i>Avena strigosa</i>)	40
Knäuelgräser (<i>Dactylis spp.</i>)	25
Einkorn (<i>Triticum monococcum</i>)	115
Dinkel (<i>Triticum spelta</i>)	200 (unbedeckte Körner), 225 (bedeckte Körner)
Festulolium (× <i>Festulolium</i>)	30
Schwingel (<i>Festuca spp.</i>)	30
Lieschgras (<i>Phleum spp.</i>)	15
Weizen (<i>Triticum aestivum</i>)	150
Rispenhirse (<i>Panicum miliaceum</i>)	20
Kolbenhirse (<i>Setaria italica</i>)	20
Gerste (<i>Hordeum vulgare</i>)	120
Wiesen-Rispengras (<i>Poa pratensis</i>)	15
Deutsches Weidelgras oder Ausdauernder Lolch (<i>Lolium perenne</i>)	30
Italienisches Raygras (<i>Lolium multiflorum</i>)	35
Roggen (<i>Secale cereale</i>)	80
Sorghumhirse (<i>Sorghum bicolor</i>)	20
Triticale (× <i>Triticosecale</i>)	130
Hülsenfrüchte	
Bockshornklee (<i>Trigonella foenum-graecum</i>)	30
Ackerbohne (<i>Vicia faba</i>)	250
Linsen (<i>Lens spp.</i>)	35
Hornklee (<i>Lotus spp.</i>)	25
Weißer Lupine (<i>Lupinus albus</i>)	170
Schmalblättrige Lupine (<i>Lupinus angustifolius</i>)	130
Gelber Lupine (<i>Lupinus luteus</i>)	130
Schneckenklee (<i>Medicago spp.</i>)	25
Steinklee (<i>Melilotus spp.</i>)	25
Kichererbse (<i>Cicer arietinum</i>)	225
Futtererbse (<i>Pisum sativum</i>)	60
Eiweißerbse (<i>Pisum sativum</i>)	120
Espartette (<i>Onobrychis spp.</i>)	40
Soja (<i>Glycine max</i>)	145
Weißklee (<i>Trifolium repens</i>)	5
Alexandrin-Klee (<i>Trifolium alexandrinum</i>)	15
Perserklee (<i>Trifolium resupinatum</i>)	20
Hybridklee (<i>Trifolium hybridum</i>)	25
Inkarnatklee (<i>Trifolium incarnatum</i>)	20
Rotklee (<i>Trifolium pratense</i>)	25
Saatwicke (<i>Vicia sativa</i>)	50
Maus-Wicke (<i>Vicia narbonensis</i>)	80
Zottige Wicke (<i>Vicia villosa</i>)	40
Kreuzblütler	

Arten oder Sorten von Pflanzen	Dichte der Aussaat in Reinkultur, in kg/ha
Leindotter (<i>Camelina sativa</i>)	5
Raps (<i>Brassica napus</i>)	8
Senf (<i>Sinapis alba</i>)	8
Rettich (<i>Raphanus sativus</i>)	8
Sonstige	
Kornblume (<i>Centurea cyanus</i>)	15
Borretsch (<i>Borago</i> spp.)	25
Flockenblume (<i>Centaurea</i> spp.)	15
Zichorie (<i>Cichorium</i> spp.)	5
Koriander (<i>Coriandrum sativum</i>)	25
Lein (<i>Linum</i> spp.)	60
Malven (<i>Malva</i> spp.)	20
Schwarzkümmel (<i>Nigella</i> spp.)	6
Mohn (<i>Papaver</i> spp.)	8
Phacelia (<i>Phacelia</i> spp.)	10
Spitzwegerich (<i>Plantago lanceolata</i>)	10
Quinoa (<i>Chenopodium quinoa</i>)	8
Echter Buchweizen (<i>Fagopyrum esculentum</i>)	40
Sonnenblume (<i>Helianthus annuus</i>)	40

“.

Art. 19 - In Anhang 3 desselben Erlasses wird die Zeile mit dem Titel „Begraste Wendestreifen (pro Quadratmeter)“ außer Kraft gesetzt.

Art. 20 - In demselben Erlass wird ein Anhang 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Anhang Nr. 6. Liste der Getreidearten für die Anlage von Parzellen mit am Halm belassenem Getreide in Reinkultur

1° Winter- oder Sommerdinkel (*Triticum spelta*);

2° Winter- oder Sommerweizen (*Triticum aestivum*);

3° Winter- oder Sommertriticale (\times *Triticosecale*). “

Art. 21 - In demselben Erlass wird ein Anhang 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Anhang Nr. 7. Übliche Dichten für die Aussaat von Pflanzen in Reinkultur

Arten oder Sorten von Pflanzen	Übliche Dichten für die Aussaat in Körnern/m ²
Gräser	
Hafer (<i>Avena sativa</i>)	350
Nacktdinkel (<i>Triticum spelta</i>)	325
Weizen (<i>Triticum aestivum</i>)	350
Gerste (<i>Hordeum vulgare</i>)	290 (Winter), 285 (Sommer)
Roggen (<i>Secale cereale</i>)	285
Triticale (\times <i>Triticosecale</i>)	310
Hülsenfrüchte	
Bockshornklee (<i>Trigonella foenum-graecum</i>)	400
Ackerbohne (<i>Vicia faba</i>)	35 (Winter), 45 (Sommer)
Linse (<i>Lens culinaris</i>)	325
Weißer Lupine (<i>Lupinus albus</i>)	60
Schmalblättriger Lupine (<i>Lupinus angustifolius</i>)	100
Gelber Lupine (<i>Lupinus luteus</i>)	100
Erbse (<i>Pisum sativum</i>)	50 (Futter), 80 (Eiweiß)
Kichererbse (<i>Cicer arietinum</i>)	60
Soja (<i>Glycine max</i>)	70
Wicken (<i>Vicia</i> spp.)	100 (Saatwicke), 80 (Maus-Wicke)

“.

Art. 22 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam.

Namur, am 12. Januar 2024

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/002164]

12 JANUARI 2024. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieuconditie (GLMC);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2022/1173 van de Commissie van 31 mei 2022 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D.249, eerste lid, D.250, D.251 en D. 263, §§ 1 en 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit, artikelen 2, § 2, 3, § 1, lid 3, 7, 16, § 2, lid 2, 21, lid 2, 24, lid 2, 25, lid 3, 30, lid 2, 54, § 2, 60/1, § 2, 67, § 2, 68, §§ 2, 4 en 8, 68/1, §§ 2 en 7, 69, lid 3 en 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 oktober 2023;

Gelet op het verslag van 1 december 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2023;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale Overheid op 14 december 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van de mededeling van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit wordt aangevuld door een lid dat als volgt is opgesteld:

“Voor de toepassing van lid 1, 1°, komen gebieden aangewezen als “gebieden onder beschermingsstatuut” (UG temp 1) of “gebieden met openbaar beheer” (UG temp 2) overeenkomstig respectievelijk artikel 2, 14° en 15° van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 in aanmerking als ze zich buiten bossen bevinden. ”

Art. 2. Artikel 6 van genoemd besluit wordt aangevuld door een lid dat als volgt is opgesteld:

“Voor de toepassing van lid 1, 2°, a), komen gebieden aangewezen als “gebieden onder beschermingsstatuut” (UG temp 1) of “gebieden met openbaar beheer” (UG temp 2) overeenkomstig respectievelijk artikel 2, 14° en 15° van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 in aanmerking als ze zich buiten bossen bevinden. ”

Art. 3. In artikel 8 van genoemd besluit worden de woorden “uiterlijk tegen 30 juni” ingevoegd tussen de woorden “van de verzamelaanvraag” en “volgens de volgende modaliteiten”.

Art. 4. Artikel 14, lid 1, van genoemd besluit wordt aangevuld door een punt 4° en 5° die als volgt zijn opgesteld:

“4° oppervlakten met stilstaand water groter dan dertig are;

5° beboste oppervlakten met de volgende cumulatieve kenmerken:

a) een oppervlakte van meer dan dertig are;

b) meer dan tien meter breed;

c) maximaal vijf meter afstand tussen de kronen van de bomen of struiken. ”

Art. 5. In artikel 15 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, 5° wordt aangevuld met de woorden "of een certificaat van bedrijfshoofd behaald na een post-schoole opleiding tot biologisch tuinbouwer of wijnbouwer georganiseerd door het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor Alternerende Vorming, Zelfstandigen en Kleine en Middelgrote Ondernemingen).";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld door een lid dat als volgt is opgesteld:

"Diploma's en certificaten die door een lidstaat van de Europese Unie zijn gelijkgesteld met de in lid 1 genoemde diploma's en certificaten, worden op dezelfde wijze in aanmerking genomen als deze laatste.;"

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf die als volgt is opgesteld:

"§ 3. Overeenkomstig artikel 21, lid 4, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 is 31 mei de uiterste datum waarop de landbouwer die steun aanvraagt een actieve landbouwer moet zijn.

Lid 1 is niet van toepassing in het kader van de steun voorzien in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten, de landbouwer die steun aanvraagt is actief voor elke steunaanvraag.

In afwijking van paragraaf 1 is de ervaring die door het Vestigingscomité is gevalideerd op grond van paragraaf 2, lid 2 en 3, geldig voor het jaar waarin het comité advies uitbrengt."

Art. 6. In artikel 17 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 3°, wordt het woord "secundair" geschrapt;

2° lid 1, 8°, wordt aangevuld met de woorden "of een certificaat van bedrijfshoofd behaald na een post-schoole opleiding tot biologisch tuinbouwer of wijnbouwer georganiseerd door het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal Instituut voor Alternerende Vorming, Zelfstandigen en Kleine en Middelgrote Ondernemingen);

3° wordt aangevuld met een lid dat als volgt is opgesteld:

"Diploma's en certificaten die door een lidstaat van de Europese Unie zijn gelijkgesteld met de in lid 1 genoemde diploma's en certificaten, worden op dezelfde wijze in aanmerking genomen als deze laatste."

Art. 7. In artikel 18, § 2, lid 2, van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "artikel 17, lid 2" worden vervangen door de woorden "artikel 17, lid 1, 9° en 2°";

2° de woorden een van de opleidingen, bedoeld in artikel 17, eerste lid, 3°, 5° of 7° een van de opleidingen, bedoeld in artikel 17, eerste lid, 3°, 5° of 7° worden geschrapt.

Art. 8. In artikelen 17 en 18 van genoemd besluit worden de woorden "getuigschrift van nascholing type B" telkens vervangen door de woorden "post-schoole certificaat behaald na een opleiding agrarisch bedrijfsbeheer en agrarische bedrijfseconomie".

Art. 9. In artikel 20 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden "een griffier" vervangen door de woorden "de Algemene administratie van de erfgoeddocumentatie";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf die als volgt is opgesteld:

"§ 4. Overeenkomstig de toepassing van artikel 27, § 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, zijn de soorten documenten die aanvaard worden om de aandelen, de verdeling van de gebruiksrechten en de inbreng in het bedrijf van de partner vast te stellen, de volgende:

1° een oprichtingsakte die is geregistreerd of gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een geregistreerde overnameovereenkomst;

3° een geregistreerde partnerschapovereenkomst;

4° een geregistreerde overeenkomst voor de verdeling van gebruiksrechten;

5° een aandelenregister op naam.

Voor de toepassing van lid 1 gebeurt de registratie bij de Algemene administratie van de erfgoeddocumentatie."

Art. 10. Artikel 21 van genoemd besluit wordt aangevuld met de woorden "en is de gebruikelijke dichtheid voor het inzaaien van planten in zuivere teelt opgenomen in bijlage 7."

Art. 11. Artikel 27 van genoemd besluit wordt geschrapt.

Art. 12. In hoofdstuk 11 van genoemd besluit wordt de titel van afdeling 5 vervangen door het volgende:

"Afdeling 5. Erosiebestrijdingsstrook en ruggenteeltgewassen of soortgelijke gewassen."

Art. 13. Artikelen 28 en 29 van genoemd besluit worden vervangen als volgt:

"Art. 28. Overeenkomstig artikelen 54, § 2, en 62, § 2, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 zijn de in aanmerking komende ruggenteelten en soortgelijke teelten de volgende:

1° maïs;

2° bieten;

3° aardappelen;

4° cichorei;

5° voederwortelen;

6° bewaarbonen;

7° vlinderbloemigen;

8° andere teelten zoals gedefinieerd in het verzamelaanvraagformulier.

Art. 29. In toepassing van artikel 55, § 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 voldoet de erosiebestrijdingsstrook aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de strook wordt aangelegd op het betrokken perceel, onderaan de helling, zodat de risico's in verband met het weglopen van water buiten het perceel worden beperkt;

2° de strook is minstens negen meter breed;

3° de strook bestaat uit weidegrassen die als zuivere teelt of gemengd met vlinderbloemigen of wintergranen worden geplant;

4° de strook wordt aangelegd voordat de ruggenteelt of soortgelijke teelt wordt geplant;

5° de strook wordt ten minste onderhouden totdat de ruggenteelt of soortgelijke teelt is geoogst;

6° begrazing is verboden;

7° maaien is verboden vóór 1 juli als de strook is aangeplant na 30 november van het voorgaande jaar. "

Art. 14. Artikelen 30 en 31 van genoemd besluit worden geschrapt.

Art. 15. In artikel 33 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "artikel 68, § 2, eerste lid, 1° " vervangen door de woorden "artikel 68, § 4, lid 1, 1°";

2° paragraaf 2 wordt geschrapt;

1° in paragraaf 3 worden de woorden "artikel 68, § 2, eerste lid, 3° " vervangen door de woorden "artikel 68, § 4, lid 1, 2°".

Art. 16. In genoemd besluit worden artikelen 33/1 en 33/3 ingevoegd, opgesteld als volgt:

"Art. 33/1. In toepassing van artikel 68, § 9, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 moeten percelen met staand graan, om als niet-productieve gebieden in aanmerking te worden genomen, aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° ze bestaan uit een zuiver graangewas, een mengsel van granen of een mengsel van granen en vlinderbloemigen, ingezaaid in de gebruikelijke dichtheid;

2° ze hebben een oppervlakte tussen twee are en één hectare;

3° de percelen die door dezelfde landbouwer worden aangegeven, liggen ten minste honderd meter uit elkaar en ten minste vijftig meter van een bebost gebied verwijderd;

4° ze zijn het voorgaande jaar niet aangegeven als percelen met staand graan in toepassing van artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

5° ze zijn niet aangelegd op percelen bouwland die in de vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarin de steunaanvraag wordt ingediend, zijn omgezet van blijvend grasland.

Voor de toepassing van lid 1, 3°, betekent 'bebost gebied' een gebied dat bestaat uit bomen of struiken die op korte afstand van elkaar zijn geplant zodat ze een dichte bedekking vormen die de volgende kenmerken heeft:

1° een oppervlakte van meer dan dertig are;

2° meer dan tien meter breed;

3° maximaal vijf meter afstand tussen de kronen van de bomen of struiken.

Elementen die beschouwd worden als bij beboste gebieden horend, zoals gebieden met natuurlijke habitats, houtlagen, voederplaatsen, moerassen, vijvers, brandgangen en paden, worden op dezelfde manier behandeld als beboste gebieden.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1, lid 1, 1°, is de lijst van de graansoorten die in aanmerking komen voor inzaai in zuivere teelt opgenomen in bijlage 6.

In het geval van een mengsel van granen en vlinderbloemigen bedraagt het totale gewicht van het zaaigraan ten minste 50% van het gewicht dat normaal wordt gebruikt voor het inzaaien in zuivere teelt. Het totale gewicht van het zaad van vlinderbloemigen bedraagt ten minste 20% van het gewicht dat normaal wordt gebruikt voor het inzaaien in zuivere teelt. De landbouwer bepaalt zelf de samenstelling van het mengsel.

De zaadgewichten die normaal worden gebruikt voor het inzaaien van granen of vlinderbloemigen in zuivere teelt zijn opgenomen in bijlage 1.

Of een teelt voor steun in aanmerking komt, wordt bepaald op basis van de bedekking op 31 mei.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 worden percelen met staand graan in aanmerking genomen tot een maximum van vijf hectare.

Art. 33/2. In toepassing van artikel 68/1, § 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 wordt braakland behouden van 15 februari tot en met 15 augustus.

Voor braakliggende grond met wilde bloemen blijft het in het voorjaar ingezaaide dekgewas ten minste zes maanden staan vanaf de inzaaidatum. In het najaar ingezaaide dekgewas blijft staan tot ten minste 15 september van het jaar dat volgt op de inzaai. De landbouwer mag deze oppervlakte voor een tweede jaar aangeven als braakliggende grond met wilde bloemen zonder deze in het najaar opnieuw in te zaaien.

In afwijking van lid 2 mag het in de herfst ingezaaide dekgewas vanaf 1 augustus van het jaar dat volgt op de inzaai worden vernietigd indien de landbouwer op hetzelfde perceel opnieuw braakliggende grond met wilde bloemen voorziet overeenkomstig paragraaf 1.

Art. 33/3. In toepassing van artikel 68/1, § 7, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 is het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verboden op percelen met staand graan van 1 juli tot de laatste dag van februari van het volgende jaar. "

Art. 17. In artikel 34 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt lid 3 geschrapt:

2° in paragraaf 4:

a) in 1°, worden de woorden "- behalve in het geval van een onderzaai in een hoofdteelt -" ingevoegd tussen de woorden "de bedekking van het vanggewas is" en de woorden "samengesteld uit een mengsel ...";

b) 2° wordt vervangen door het volgende:

"2° de vernietiging van het vanggewas is slechts toegestaan met mechanische middelen of door vorst tot en met 15 februari;"

Art. 18. Bijlage 1 van genoemd besluit wordt vervangen als volgt:

"

Plantensoort of -geslacht	Zaaidichtheid voor zuivere teelt in kg/ha
Grassen	
Kanariezaad (<i>Phalaris canariensis</i>)	20
Haver (<i>Avena sativa</i>)	100
Japanse haver (<i>Avena strigosa</i>)	40
Dactylis (<i>Dactylis</i> spp.)	25
Eenkoren of kleine spelt (<i>Triticum monococcum</i>)	115
Spelt (<i>Triticum spelta</i>)	200 (gepeld), 225 (ongepeld)
Festulolium (× <i>Festulolium</i>)	30
Zwenkgras (<i>Festuca</i> spp.)	30
Thimothoe (<i>Phleum</i> spp.)	15
Tarwe (<i>Triticum aestivum</i>)	150
Gierst (<i>Panicum miliaceum</i>)	20
Trosgierst (<i>Setaria italica</i>)	20
Gerst (<i>Hordeum vulgare</i>)	120
Veldbeemdgras (<i>Poa pratensis</i>)	15
Engels raaigras (<i>Lolium perenne</i>)	30
Italiaans raaigras (<i>Lolium multiflorum</i>)	35
Rogge (<i>Secale cereale</i>)	80
Sorghum (<i>Sorghum bicolor</i>)	20
Triticale (× <i>Triticosecale</i>)	130
Vlinderbloemigen	
Fenegriek (<i>Trigonella foenum-graecum</i>)	30
Tuin- en veldbonen (<i>Vicia faba</i>)	250
Linzen (<i>Lens</i> spp.)	35
Rolklaver (<i>Lotus</i> spp.)	25
Witte lupine (<i>Lupinus albus</i>)	170
Blauwe lupine (<i>Lupinus angustifolius</i>)	130
Gele lupine (<i>Lupinus luteus</i>)	130
Luzerne (<i>Medicago</i> spp.)	25
Honingklaver (<i>Melilotus</i> spp.)	25
Kikkererwt (<i>Cicer arietinum</i>)	225
Voedererwt (<i>Pisum sativum</i>)	60
Eiwiterwt (<i>Pisum sativum</i>)	120
Esparcette (<i>Onobrychis</i> spp.)	40
Soja (<i>Glycine max</i>)	145
Witte klaver (<i>Trifolium repens</i>)	5
Alexandrijnse klaver (<i>Trifolium alexandrinum</i>)	15
Perzische klaver (<i>Trifolium resupinatum</i>)	20
Basterdklaver (<i>Trifolium hybridum</i>)	25
Incarnaatklaver (<i>Trifolium incarnatum</i>)	20
Paarse klaver (<i>Trifolium pratense</i>)	25
Wikke (<i>Vicia sativa</i>)	50

Plantensoort of -geslacht	Zaaidichtheid voor zuivere teelt in kg/ha
Franse wikke (<i>Vicia narbonensis</i>)	80
Bonte wikke (<i>Vicia villosa</i>)	40
Kruisbloemigen	
Huttentut (<i>Camelina sativa</i>)	5
Koolzaad (<i>Brassica napus</i>)	8
Mosterd (<i>Sinapis alba</i>)	8
Tuinradijs (<i>Raphanus sativus</i>)	8
Overige	
Korenbloem (<i>Centaurea cyanus</i>)	15
Borago (<i>Borago</i> spp.)	25
Centaurie (<i>Centaurea</i> spp.)	15
Cichorei (<i>Cichorium</i> spp.)	5
Koriander (<i>Coriandrum sativum</i>)	25
Vlas (<i>Linum</i> spp.)	60
Kaasjeskruid (<i>Malva</i> spp.)	20
Nigelle (<i>Nigella</i> spp.)	6
Papaver (<i>Papaver</i> spp.)	8
Phacelia (<i>Phacelia</i> spp.)	10
Smalle weegbree (<i>Plantago lanceolata</i>)	10
Quinoa (<i>Chenopodium quinoa</i>)	8
Boekweit (<i>Fagopyrum esculentum</i>)	40
Zonnebloem (<i>Helianthus annuus</i>)	40

”.

Art. 19. In bijlage 3 van genoemd besluit wordt de regel “Wendakkers (per vierkante meter)” geschrapt.

Art. 20. In genoemd besluit wordt een bijlage 6 ingevoegd, opgesteld als volgt:

”Bijlage 6. Lijst van graansoorten voor het aanplanten van percelen met staand graan in zuivere teelt

1° winter- of voorjaarsspelt (*Triticum spelta*);

2° winter- of voorjaarstarwe (*Triticum aestivum*);

3° winter- of voorjaarstritcale (×*Triticosecale*).”

Art. 21. In genoemd besluit wordt een bijlage 7 ingevoegd, opgesteld als volgt:

”Bijlage 7. Gebruikelijke zaaidichtheid voor gewassen in zuivere teelt

Plantensoort of -geslacht	Gebruikelijke zaaidichtheid in aantal zaden/m ²
Grassen	
Haver (<i>Avena sativa</i>)	350
Gepelde spelt (<i>Triticum spelta</i>)	325
Tarwe (<i>Triticum aestivum</i>)	350
Gerst (<i>Hordeum vulgare</i>)	290 (winter), 285 (voorjaar)
Rogge (<i>Secale cereale</i>)	285
Triticale (× <i>Triticosecale</i>)	310
Vlinderbloemigen	
Fenegriek (<i>Trigonella foenum-graecum</i>)	400
Tuin- en veldbonen (<i>Vicia faba</i>)	35 (winter), 45 (voorjaar)
Linzen (<i>Lens culinaris</i>)	325
Witte lupine (<i>Lupinus albus</i>)	60
Blauwe lupine (<i>Lupinus angustifolius</i>)	100
Gele lupine (<i>Lupinus luteus</i>)	100
Erwt (<i>Pisum sativum</i>)	50 (voeder), 80 (eiwit)
Kikkererwt (<i>Cicer arietinum</i>)	60

Plantensoort of -geslacht	Gebruikelijke zaaidichtheid in aantal zaden/m ²
Soja (<i>Glycine max</i>)	70
Wikke (<i>Vicia spp.</i>)	100 (gewone wikke), 80 (Franse wikke)

”.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Namen, 12 januari 2024.

W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/002226]

14 DECEMBER 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 oktober 2013 houdende aanstelling van ambtenaren van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel in de hoedanigheid van controleur van de vastleggingen en de vereffeningen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten ;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, inzonderheid op artikel 73, 4de lid ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 juni 2006 inzake de boekhoudkundige vastlegging, de vereffening en de controle op de vastleggingen en de vereffeningen, inzonderheid op artikel 9 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 oktober 2013 houdende aanstelling van ambtenaren van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel in de hoedanigheid van controleur van de vastleggingen en de vereffeningen ;

Op voorstel van Minister van Financiën en Begroting,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 oktober 2013 houdende aanstelling van ambtenaren van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel in de hoedanigheid van controleur van de vastleggingen en de vereffeningen wordt het streepje met de vermelding “Daniel Vrebosch” ingetrokken en wordt een streepje met de vermelding “« Bjorn Stevens»” toegevoegd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Brussel, 14 december 2023.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie van het Imago van Brussel en Biculturele Zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/002226]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 octobre 2013 portant désignation de fonctionnaires du Service public régional de Bruxelles en qualité de contrôleur des engagements et des liquidations

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ;

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 fixant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment l'article 73, alinéa 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 juin 2006 relatif à l'engagement comptable, à la liquidation et au contrôle des engagements et des liquidations, notamment l'article 9 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 octobre 2013 portant désignation de fonctionnaires du Service public régional de Bruxelles en qualité de contrôleur des engagements et des liquidations ;

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Budget,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 octobre 2013 portant désignation de fonctionnaires du Service public régional de Bruxelles en qualité de contrôleur des engagements et des liquidations est retiré le tiret contenant la mention suivante : « Daniel Vrebosch » et est ajouté un nouveau tiret contenant la mention suivante : « Bjorn Stevens »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Bruxelles, le 14 décembre 2023.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ